

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNAM

Avenue Jean Jaurès
BP 4
12110 Viviez

Références : 12-CRARC-2026-56
Code AIOT : 0006802477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement Snam implanté Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez. L'inspection a été annoncée le 19/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection porte sur le respect des prescriptions techniques et réglementaires relatives aux rejets atmosphériques canalisés générés par le fonctionnement des installations de la société Snam.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Snam
- Avenue Jean Jaurès BP 4 12110 Viviez

- Code AIOT : 0006802477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La SNAM est autorisée à exercer plusieurs activités liées au traitement de déchets industriels, notamment :

- la distillation et le raffinage du cadmium à partir de batteries/accumulateurs NiCd permettant l'obtention de lingots de cadmium métal ;
- la thermolyse de piles/batteries/accumulateurs NiMH et Li-ion dans des fours de thermolyse.

Les activités liées à l'extraction de cobalt, de nickel et de manganèse sur la ligne hydrobat, à partir de la fraction pulvérulente (dite «masse active») issue des opérations de broyage/tamissage des piles/batteries/accumulateurs Li-ion après thermolyse sont à l'arrêt depuis le 29 juillet 2025. L'exploitant a notifié à madame la préfète de l'Aveyron par courrier en date du 3 décembre 2025 la cessation définitive de ces activités. Le dossier relatif aux mesures prises pour assurer la mise en sécurité des terrains concernés sera adressé prochainement. L'exploitant s'est d'ores et déjà rapproché d'une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués pour faire attester :

- la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité ;
- les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans le cadre de la réhabilitation des terrains.

Le site est actuellement régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2023 modifié, sous le statut Seveso seuil haut du fait de la quantité de produit dangereux pour l'environnement aquatique susceptible d'être présente sur le site (rubrique 4510). Les installations relèvent également de la directive «IED» au regard des rubriques 3250 (transformation de métaux et alliages non ferreux), 3420 (fabrication de produits chimiques inorganiques) et 3520 (élimination de déchets dans des installations d'incinération de déchets) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.1.5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Limitation des rejets : conduits A, B1 et B2	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 26/03/2025, article 2.3.1	Demande d'action corrective	8 jours
8	Surveillance	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des émissions atmosphériques canalisées en conditions ...	12/12/2023, article 2.3.2		
11	Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Évaluation des risques sanitaires	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 1.3	Sans objet
4	Limitation des rejets : conduits B3 et C	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.2	Sans objet
5	Limitation des rejets : conduits D et E	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.2	Sans objet
6	Valeur limite de flux annuel	Arrêté Préfectoral du 16/07/2024, article 5	Sans objet
9	Mesures "comparatives"	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.3.3	Sans objet
10	Campagne de mesures des retombées atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.4.2	Sans objet
12	Plan de gestion des OTNOC	Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever 5 non-conformités dont 1 fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. A ce titre, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter avant le 30 juin 2026 les concentrations VLE jour pour les NOx et le mercure ainsi que les flux VLE jour pour les poussières et le mercure.

De plus, il est demandé à l'exploitant de :

- justifier à l'inspection les raisons du non-respect du débit nominal et de la vitesse mini d'éjection pour le conduit B1 et de proposer, le cas échéant, des solutions alternatives visant à respecter ces valeurs ;
- se rapprocher de l'organisme agréé ayant procédé aux mesures réglementaires réalisées du 20 au 24 octobre 2025 afin de corriger le rapport d'analyse pour intégrer l'arsenic (As) et le plomb (Pb) dans la somme des métaux lourds puis de le transmettre à l'inspection ;
- d'intégrer dans le système informatique de surveillance des émissions atmosphériques les paramètres permettant d'identifier les périodes durant lesquelles les installations fonctionnent en conditions OTNOC ;
- transmettre à l'inspection tous les mois les résultats des mesures et analyses réalisées le mois précédent.

Enfin, il est rappelé à l'exploitant de :

- transmettre à l'inspection la révision de l'étude des risques sanitaires au plus tard le 31 décembre 2026 ;
- prendre en compte un niveau d'oxygène de référence de 11 % sur sec pour les prochains résultats des mesures réglementaires effectuées par un organisme agréé sur le conduit B1, conformément au point 1.2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évaluation des risques sanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Évaluation des risques sanitaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet au préfet, au plus tard un an après la mise en fonctionnement des fours de thermolyse (phase 1), une révision de l'étude des risques sanitaires basée sur les émissions atmosphériques effectives déterminées par les mesures d'autosurveillance et comparatives prescrites à l'article 2.3 du présent arrêté. Cette révision est réalisée sur l'ensemble des émissions atmosphériques réelles du site. Pour les émissions atmosphériques des fours de thermolyse (phase 1 et 2) et si la phase 2 n'est encore opérationnelle, les émissions atmosphériques réelles de l'unité de thermolyse seront calculées en doublant les résultats issus du four de la phase 1 (unités de chauffe n°1 et 2).</p> <p>Cette révision de l'évaluation des risques sanitaires devra déterminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les flux horaires, mensuels et annuels de tous les polluants émis à l'atmosphère (polluant par polluant) par chacun des conduits A, B1 à B3,C,D et E ; • les flux annuels de tous les polluants émis à l'atmosphère (polluant par polluant) pour l'ensemble du site.
Constats :

Les unités de chauffe n°1 et 2 des fours de thermolyse (phase 1) ont été mises en service le 11 février 2025 mais les productions mensuelles jusqu'au mois d'août inclus ont été relativement faibles, à savoir moins de 50 tonnes par mois. La capacité maximale réglementaire est fixée à 11 tonnes par jour, soit potentiellement entre 220 et 330 tonnes par mois (en cas de production en 5j/7 ou en 7j/7).

Depuis septembre 2025, les productions oscillent entre 85 et 117 tonnes par mois. En l'état actuel, l'exploitant n'est pas en mesure d'augmenter cette production car les installations nécessitent des temps de maintenance hebdomadaire qui impliquent d'arrêter les fours et de les laisser refroidir avant d'intervenir.

Ainsi, l'inspection considère que depuis septembre 2025, les unités de chauffe n°1 et 2 des fours de thermolyse sont entrées en phase de production industrielle et que l'exploitant capitalise des données représentatives des émissions atmosphériques générées.

Il a donc été convenu avec l'exploitant que la révision de l'étude des risques sanitaires devra être transmise à l'inspection au plus tard le 31 décembre 2026. La mise en place de la phase 2 (unités de chauffe n°3 et 4) n'étant pas programmée pour 2026, les émissions atmosphériques réelles de l'unité de thermolyse seront calculées en doublant les résultats issus du four de la phase 1 (unités de chauffe n°1 et 2).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection la révision de l'étude des risques sanitaires au plus tard le 31 décembre 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet

Prescription contrôlée :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal maximum en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit A	18	0,95	44 000	13
Conduit B1	20	0,51	De 10 200 à 17 400	14 à 23,7
Conduit B2	20	0,51	De 10 200 à 17 400	14 à 23,7

			400	
Conduit B3	20	0,9	30 600	13,5
Conduit C	18	1	60 300	16
Conduit D	19	1,2	55 500	11
Conduit E	15	0,35	6 000	12

Constats :

Les résultats des mesures de l'autosurveillance effectuée par l'exploitant et les résultats des mesures réglementaires réalisées les 17 mars, 17 septembre 2025 et 20/21 octobre 2025 par un organisme agréé permettent de relever des valeurs particulièrement faibles pour le conduit B1 avec :

- un débit nominal compris entre 800 et 2100 Nm³/h ;
- une vitesse d'éjection d'environ 4 m/s.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai n'excédant pas un mois, l'exploitant justifiera à l'inspection les raisons du non-respect du débit nominal et de la vitesse mini d'éjection pour le conduit B1 et proposera, le cas échéant, des solutions alternatives visant à respecter ces valeurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Limitation des rejets : conduits A, B1 et B2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des rejets : conduits A, B1 et B2

Prescription contrôlée :

Les rejets atmosphériques issus des émissions canalisées des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Conduits A, B1 et B2

	Conduit A : Distillation, raffinage et fusion cadmium	Conduit A : Distillation, raffinage et fusion cadmium	Conduits B1 et B2 : Thermolyse	Conduits B1 et B2 : Thermolyse
Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Flux en g/h	Concentration mg/Nm ³	Flux en g/j
Poussières	3	2,08	5	70
C h l o r u r e d'hydrogène (HCl)	10	-	6	80
F l u o r u r e d'hydrogène (HF)	-	-	1	24
SOx (exprimés en SO ₂)	50	-	30	-
NOx	200	-	80	-
CO	-	-	50	-
Somme des métaux lourds (Sb+As+Cr+Co+ C u + Mn+Ni+Pb+Sn+ V+Zn)	0,5	0,42	0,3	12
PCDD/PCDF	0 , 1 n g l - T E Q / N m ³	-	0 , 0 6 n g l - T E Q / N m ³	10 µg/j
Cadmium (Cd)	0,05	0,5	-	-

Mercure (Hg) et Thallium (Tl)	0,05	0,11	-	-
Cadmium (Cd) et Thallium (Tl)	-	-	0,02	1
Mercure (Hg)	-	-	0,02	1
HAP	-	-	0,1	6
COVNM	110	1,25 kg/h	110	15 kg/j
COVT	-	-	10	1,5 kg/j

Constats :

Le respect des valeurs limites d'émissions est analysé au regard des résultats des mesures de l'autosurveillance effectuée par l'exploitant et des résultats des mesures réglementaires effectuées par un organisme agréé.

Les résultats des mesures réglementaires effectuées par un organisme agréé sur le conduit B1 n'ont pas été corrigés en prenant en compte un niveau d'oxygène de référence de 11 % sur gaz sec, comme prévu par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette correction à un niveau d'oxygène de référence de 11 % sur gaz sec n'est pas exigée pour le conduit A.

Sur le conduit A :

Les résultats de l'autosurveillance ne montrent pas de dépassement des VLE (concentrations et flux) au cours de l'année 2025.

Les résultats des mesures réglementaires réalisées le 17 mars 2025 par un organisme agréé montrent de légers dépassements sur :

- le flux de la somme des métaux (Sb+As+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+Pb+Sn+V+Zn) dont l'émission a été mesurée à 0,47 g/h pour une VLE à 0,42 g/h ;
- le flux de la somme des métaux (Hg+Tl) dont l'émission a été mesurée à 0,12 g/h pour une

VLE à 0,11 g/h.

Les résultats des mesures réglementaires réalisées le 17 septembre 2025 et le 21 octobre 2025 par un organisme agréé ne montrent pas de dépassement des VLE (concentrations et flux)

Sur le conduit B1 :

Les résultats de l'autosurveillance montrent des dépassements sur les **concentrations VLE jour** pour les polluants suivants :

- SO_x avec 2 dépassements les 9 octobre et 21 novembre: 38,46 et 37,73 mg/Nm³ pour une VLE fixée à 30 mg/Nm³ ;
- CO avec 23 dépassements dont une valeur maximale relevée à 238,36 mg/Nm³ et une valeur moyenne des dépassements à 88,5 mg/Nm³ pour une VLE fixée à 50 mg/Nm³ ;
- COVT avec 3 dépassements les 1er, 9 octobre et 3 novembre: 13,73 - 11,70 et 11,15 mg/Nm³ pour une VLE fixée à 10 mg/Nm³ ;
- NO_x avec 51 dépassements dont une valeur maximale relevée à 217,82 mg/Nm³ et une valeur moyenne de 116 mg/Nm³ pour une VLE fixée à 80 mg/Nm³ ;
- mercure (Hg) avec 10 dépassements les 13, 14, 15, 20 mai, 12 juin, 26 et 27 août, 2, 3 et 4 septembre : 389,95 – 976,99 – 1412,28 – 348,02 - 27,99 – 153,75 – 751,17 – 121 – 36,69 et 26,73 mg/Nm³ pour une VLE fixée à 0,02 mg/Nm³.

Les résultats de l'autosurveillance montrent des dépassements d'avril à septembre sur les **flux VLE jour** pour les polluants suivants :

- poussières avec 28 dépassements dont une valeur maximale relevée à 251,54 g/j et une valeur moyenne des dépassements à 120 g/j pour une VLE fixée à 70 g/j;
- mercure (Hg) avec 21 dépassements dont une valeur maximale relevée à 77,22 g/j et une valeur moyenne des dépassements à 16,2 g/j pour une VLE fixée à 1 g/j.

Les résultats des mesures réglementaires réalisées le 22 octobre 2025 par un organisme agréé montrent des dépassement en concentration et flux sur les VLE du chlorure d'hydrogène (HCl) à savoir 12,9 mg/Nm³ et 510,2 g/j pour des VLE respectives fixées à 6 mg/Nm³ et 80 g/j. En comparaison, l'autosurveillance permet de disposer, pour cette même journée, des moyennes sur une demi-heure pour le chlorure d'hydrogène (soit 48 mesures). Les résultats affichent une valeur max à 0,31 mg/Nm³. A l'inverse, le dépassement de la concentration en CO identifié par l'autosurveillance (63,40 mg/Nm³ pour une VLE fixée à 50 mg/Nm³) n'a pas été relevé lors des mesures réglementaires réalisées le 22 octobre 2025 (28,20 mg/Nm³).

L'exploitant explique que les dépassements extrêmement importants en mercure dans les rejets atmosphériques étaient liés à la présence de piles boutons contenant du mercure, qui auraient dû être écartées lors des opérations de tri.

Il convient de noter que les mois de janvier et février 2026 mettent en évidence de nouveaux dépassements sur les **concentrations VLE jour** pour les NO_x et le mercure ainsi que sur les **flux VLE jour** pour les poussières et le mercure.

Compte tenu des écarts récurrents observés sur les rejets en NOx, en mercure et en poussières, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter :

- les concentrations VLE jour pour les NOx et le mercure ;
- les flux VLE jour pour les poussières et le mercure.

Sur le conduit B2 :

Les unités de chauffe n° 3 et 4 du four de thermolyse n'étant toujours pas installées, aucun rejet atmosphérique n'est émis en sortie du conduit B2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter avant le 30 juin 2026 :

- les concentrations VLE jour pour les NOx et le mercure ;
- les flux VLE jour pour les poussières.

Par ailleurs, les prochains résultats des mesures réglementaires effectuées par un organisme agréé sur le conduit B1 devront être corrigés en prenant en compte un niveau d'oxygène de référence de 11 % sur sec, conformément au point 1.2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Limitation des rejets : conduits B3 et C

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des rejets : conduits B3 et C

Prescription contrôlée :

Les rejets atmosphériques issus des émissions canalisées des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Conduits B3 et C

	Conduit B3 : Hottes de refroidissement thermolyse	Conduit B3 : Hottes de refroidissement thermolyse	Conduit C : Compactage, conditionnemen t, broyeur	Conduit C : Compactage, conditionnemen t, broyeur

Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Flux en g/j	Concentration mg/Nm ³	Flux en g/h
Poussières	5	35	3	-
Chlorure d'hydrogène (HCl)	6	40	10	-
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	12	1	7,5
SOx (exprimés en SO ₂)	30	-	50	-
NOx	80	-	200	-
CO	50	-		
Somme des métaux lourds (Sb+As+Cr+Co+ Cu + Mn+Ni+Pb+Sn+ V+Zn)	0,3	6	0,5	1,67
Mercure (Hg), Thallium (Tl)	-	-	0,05	0,1
Cadmium (Cd)	-	-	0,05	0,33
Dioxine et furanes	0,06 ng/Nm ³	5 µg/j	-	-

Cadmium (Cd) et Thallium (Tl)	0,02	0,5	-	-
Mercure (Hg)	0,02	0,5	-	-
HAP	0,1	3	-	-
COVNM	110	7,5 kg/j	-	-
COVT	10	0,750 kg/j	-	-

Constats :

Le respect des valeurs limites d'émissions est analysé au regard des résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant et des mesures réglementaires effectuées par un organisme agréé.

Sur le conduit B3:

Mise à part la mesure en continu du débit qui est réalisé correctement par l'exploitant, il n'y a pas d'autosurveillance sur ce conduit.

Les résultats des mesures réglementaires réalisées le 23 octobre 2025 par un organisme agréé ne mettent pas en évidence de dépassements en concentration et flux sur les VLE.

Sur le conduit C:

Les résultats de l'autosurveillance ainsi que les mesures réglementaires réalisées les 17/18 mars 2025 et du 20 au 24 octobre 2025 par un organisme agréé ne montrent pas de dépassement des VLE (concentrations et flux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Limitation des rejets : conduits D et E

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des rejets : conduits D et E

Prescription contrôlée :

Les rejets atmosphériques issus des émissions canalisées des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de

polluant rejetée par unité de temps.

Conduits D et E

	Conduit D : Assainissement	Conduit D : Assainissement	Conduit E : Hydrométallurgie	Conduit E : Hydrométallurgie
Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Flux en g/h	Concentration mg/Nm ³	Flux en g/h
Poussières	3	-	3	6
Cadmium (Cd)	0,05	0,21	-	-
Chlorure d'Hydrogène et autres composés inorganiques du chlore exprimés en HCl	10	-	10	-
SOx (exprimés en SO ₂)	50	-	-	-
NOx (exprimés en NO ₂)	200	-	-	-
Mercure (Hg) et Thallium (Tl) et composés	0,05	1,05	-	-
Somme des autres métaux lourds (Sb+As+Cr+Co+Cu+)	0,5	0,42	0,5	1

Cu + Mn+Ni+Pb+Sn+ V+Zn)				
NH ₃	-	-	50	-
COVNM	110	1,25 kg/h	-	-

Constats :

Le respect des valeurs limites d'émissions est analysé au regard des résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant et des mesures réglementaires effectuées par un organisme agréé.

Sur le conduit D :

Les résultats de l'autosurveillance ne montrent pas de dépassement des VLE (concentrations et flux) au cours de l'année 2025.

Les résultats des mesures réglementaires réalisées le 18 mars 2025 par un organisme agréé montrent des dépassements sur :

- le flux de la somme des métaux (Sb+As+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+Pb+Sn+V+Zn) dont l'émission a été mesurée à 0,55 g/h pour une VLE à 0,42 g/h ;
- le flux en cadmium (Cd) dont l'émission a été mesurée à 0,35 g/h pour une VLE à 0,21 g/h.

L'exploitant justifie le dépassement des flux par des valeurs réglementaires, fixées dans l'arrêté préfectoral, extrêmement exigeantes et contraignantes.

Les résultats des mesures réglementaires réalisées le 17 septembre 2025 et le 21 octobre 2025 par un organisme agréé ne montrent pas de dépassement des VLE (concentrations et flux).

Sur le conduit E :

Les activités de l'atelier hydrométallurgie ont cessé le 29 juillet 2025 et les installations ont été démantelées au cours de l'automne 2025.

L'exploitant a notifié à madame la préfète de l'Aveyron par courrier en date du 3 décembre 2025 la cessation définitive de ces activités. Ainsi, aucune mesure n'a été réalisée au cours de l'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu du respect des VLE flux sur la somme des métaux et sur le cadmium lors des mesures réglementaires réalisées le 17 septembre 2025 et le 21 octobre 2025, il n'est pas proposé

de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant. En fonction des conclusions de la révision de l'étude des risques sanitaires (cf point de contrôle n°1), l'exploitant pourrait solliciter une demande de révision des flux horaires du conduit D.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeur limite de flux annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2024, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite de flux annuel

Prescription contrôlée :

Le flux annuel du cadmium, sur 12 mois glissants, ne dépasse pas 0,5 kg sur l'ensemble des rejets canalisés du site.

Constats :

Au titre de l'année 2025, le flux annuel de cadmium n'a jamais dépassé la valeur seuil de 0,5 kg sur l'ensemble des rejets canalisés du site. La valeur la plus élevée est enregistrée pour le moins de janvier avec un flux de 0,307 kg.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2025, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance des rejets en sortie des conduits A, B1 à B3, C, D et E dans les conditions suivantes :

	Conduits A, C et D	Conduits B1 et B2	Conduit B3	Conduit E
Paramètre	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Débit	En continu	En continu	En continu	Trimestrielle
Teneur en oxygène	-	En continu	-	-
Température	-	En continu	-	-

Pression	-	En continu	-	-
Teneur en vapeur d'eau	-	En continu	-	-
NOx	-	En continu	-	-
CO	-	En continu	-	-
SO ₂	-	En continu	-	-
Poussières	-	En continu	Semestrielle	Trimestrielle
Cadmium (Cd) fraction particulaire	1 analyse par jour travaillé sur prélèvement en continu	-	-	-
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques du chlore exprimés en HCl	-	En continu	Semestrielle	Trimestrielle
Fluorure d'hydrogène (HF)	-	En continu	Semestrielle	-
Mercure (Hg), Thallium (Tl) et composés	Trimestrielle	-	-	-
Mercure (Hg)	-	En continu	Trimestrielle	-

As, Se, Te et leurs composés	-		Trimestrielle	-
Métaux et métalloïdes (Sb, As, Cd, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, Sn, Tl, V, Zn)	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
HAP	-	-	Semestrielle	-
NH ₃	-	-	-	Trimestrielle
COVT	-	En continu	-	-
PCDD/PCDF	-	En semi-continu	-	-
PCB de type dioxines	-	Mensuelle pour l'échantillonnage à long terme Semestrielle pour l'échantillonnage à court terme	-	-
Benzo[a]pyrène	-	Annuelle		

Des sondes de température sont présentes dans la chambre de combustion de chaque unité de chauffe afin de mesurer et d'enregistrer en continu la température d'incinération.

Constats :

Toutes les fréquences d'analyses sont respectées.

En revanche et pour le conduit B1, les résultats des mesures réglementaires réalisées du 20 au 24 octobre 2025 par un organisme agréé n'intègrent ni l'arsenic (As), ni le plomb (Pb) dans la somme des métaux lourds. Ces polluants ont été analysés mais pas sommés.

Compte tenu de cette erreur, l'inspection a vérifié que les VLE concentration et flux pour la somme des métaux lourds étaient respectées après intégration des résultats d'analyses de l'arsenic (As) et du plomb (Pb).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demander à l'organisme agréé de corriger le rapport d'analyse puis le transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 jours

N° 8 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions ...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions ...
Prescription contrôlée : Durant les conditions OTNOC, l'exploitant réalise des mesures directes des polluants sur les cheminées B1 et B2, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. [...]
Constats : L'exploitant a défini dans son plan de gestion les paramètres permettant d'identifier les périodes durant lesquelles les installations fonctionnent en conditions OTNOC (Other Than Normal Operating Conditions : conditions d'exploitation autres que normales). Cependant, ces paramètres ne sont actuellement pas intégrées dans le système informatique de surveillance des émissions atmosphériques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai n'excédant pas un mois, l'exploitant intégrera dans le système informatique de surveillance des émissions atmosphériques les paramètres permettant d'identifier les périodes durant lesquelles les installations fonctionnent en conditions OTNOC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Mesures "comparatives"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures "comparatives"
Prescription contrôlée :

L'exploitant fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, selon la périodicité définie ci-dessous :

	Conduit A	Conduits B1, B2 et B3	Conduit C	Conduit D	Conduit E
Paramètre	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence	Fréquence
Débit	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle	Semestrielle	Annuelle
Poussières	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
S O x (exprimés en SO ₂)	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
NOx	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Cadmium (Cd) fractions particulaire et gazeuse	Semestrielle	-	Semestrielle	Semestrielle	-
Chlorure d'hydrogène (HCl)	-	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Fluorure d'hydrogène (HF)	-	Annuelle	Annuelle	-	-
Mercury (Hg), Thallium (Tl) et composés	Annuelle	-	Annuelle	Annuelle	-

Mercure (Hg)	-	Annuelle	-	-	-
COVT	-	Annuelle	-	-	-
Métaux et métalloïdes (Sb, As, Cd, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, Sn, Tl, V, Zn)	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Dioxine et furanes PCDD/PCDF	Annuelle	Annuelle	-	-	-
HAP	-	Annuelle	-	-	-
COVNM	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	-
NH ₃	-	-	-	-	Annuelle
Benzo[a]pyrène	-	Annuelle	-	-	-

Constats :

Toutes les fréquences d'analyses sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Campagne de mesures des retombées atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Campagne de mesures des retombées atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser, par un tiers, une campagne de surveillance de la qualité de l'air sur une période d'un mois sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthode de mesure
Poussières	Annuelle	NF EN 14902 NF EN ISO 17294-2
Concentration en cadmium dans la fraction PM ₁₀ des poussières	Annuelle	NF EN 14902 NF EN ISO 17294-2
Concentration en chrome dans la fraction PM ₁₀ des poussières	Annuelle	NF EN 14902 NF EN ISO 17294-2
Concentration en manganèse dans la fraction PM ₁₀ des poussières	Annuelle	NF EN 14902 NF EN ISO 17294-2
Concentration en nickel dans la fraction PM ₁₀ des poussières	Annuelle	NF EN 14902 NF EN ISO 17294-2
Concentration en zinc dans la fraction PM ₁₀ des poussières	Annuelle	NF EN 14902 NF EN ISO 17294-2
Concentration en benzène	Annuelle	NF EN 14662-1-2-3
Dépôts de cadmium	Annuelle	NF EN 15841

Les points de mesures (au minimum deux) permettent de surveiller Viviez (Nord du site) et les habitations mitoyennes du site.

Constats :

L'exploitant a confié à l'INERIS la campagne de mesures des concentrations de cadmium, chrome, manganèse, nickel, zinc et benzène dans l'air ambiant et des dépôts atmosphériques de

manganèse, nickel, zinc et benzène dans l'air ambiant et des dépôts atmosphériques de cadmium.

Cette campagne a été réalisée du 29 septembre au 27 octobre 2025. Le rapport de l'INERIS est daté du 19 décembre 2025.

Les résultats de cette campagne affichent des concentrations stables par rapport aux années précédentes. Le point de mesure «Nord» enregistre des valeurs globalement supérieures à l'emplacement « Sud » pour l'ensemble des paramètres suivis.

Il convient également de noter que :

- les concentrations en benzène dans l'air ambiant restent inférieures à l'objectif de qualité de l'air ambiant fixé par la France de 2 g/m³;
- les concentrations en cadmium et en nickel dans l'air ambiant sont inférieures aux valeurs cibles moyennes annuelles disponibles, fixées respectivement à 5 ng/m³ et 20 ng/m³;
- les dépôts de cadmium mesurés dans les jauges restent supérieurs au niveau de fond de typologie rurale ou urbaine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats

Prescription contrôlée :

Dans le mois suivant la fin de chaque campagne d'analyses, l'exploitant établit un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses prévues aux articles 2.3 et 2.4. du présent arrêté. Ces informations sont transmises sans délai à l'inspection des installations classées.

Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 2.3.3 du présent arrêté, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) en cas de non-respect des valeurs limites d'émissions ainsi que de leur efficacité.

Constats :

L'exploitant transmet tous les trois mois les résultats des mesures et analyses à l'inspection, accompagnés de commentaires résultant de leur interprétation. Il a été convenu avec l'exploitant de ramener la périodicité de ces transmissions à un mois afin que l'inspection puisse prendre connaissance des éventuelles dérives dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Plan de gestion des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2023, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des OTNOC
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit être établi conformément au point 3.5 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Il est réalisé avant la mise en fonctionnement de la première ligne de production de l'installation de thermolyse et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En première lecture, le plan de gestion des OTNOC remis par l'exploitant le jour de l'inspection n'appelle pas de remarque particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite